

## **Délibération du conseil municipal du 19 décembre 2016**

**9.1.**

<b>DATE DE LA CONVOCATION</b>	<b>:</b>	<b>13 décembre 2016</b>
<b>DATE D’AFFICHAGE</b>	<b>:</b>	<b>26 décembre 2016</b>
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE</b>	<b>:</b>	<b>29</b>
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS PRESENTS</b>	<b>:</b>	<b>26</b>
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR</b>	<b>:</b>	<b>2</b>
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS ABSENTS N’AYANT PAS DONNE POUVOIR</b>	<b>:</b>	<b>1</b>

L'an deux mille seize et le **treize** du mois de **décembre** à **19 H 30**, le Conseil municipal de la Commune de BOURG SAINT MAURICE, dûment convoqué par le Maire, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur le Maire.

### **PRÉSENTS :**

M. Michel GIRAUDY, Maire, Mme Simone PERGET, 1<sup>ère</sup> Adjointe, Mme Jacqueline POLETTI, 2<sup>ème</sup> Adjointe, M. Jean-Luc CRETIER, 3<sup>ème</sup> Adjoint, M. Georges TRESALLET, 4<sup>ème</sup> Adjoint, Mme Michelle RENAULT, 5<sup>ème</sup> Adjointe, Mme Jocelyne POBEL, 6<sup>ème</sup> Adjointe, M. Henri BLANC, 7<sup>ème</sup> Adjoint.

M. Claude GERMAIN, M. Albert VEILEX, M. Daniel REY, M. Emile ROCCA-SERRA, Mme Marie-Françoise BOCH, Mme Nathalie OUVARD, M. Frédéric BATAILLE, Mme Cécile UTILLE-GRAND, M. Jean-Paul UTILLE-GRAND, Mme Laurence HAMMOU, M. Eric MINORET, Mme Viviane MERENDET, Mme Pascale JUGLARET, M. Philippe JANIN, M. Guillaume DESRUES, Mme Laurence BOCIANOWSKI, Mme Céline BOURGEOIS, M. Michel PIERRE.

### **EXCUSÉES :**

Madame **Candice FALCOZ** qui donne procuration à Madame **Jacqueline POLETTI**  
Madame **Marie HERITIER** qui donne procuration à Madame **Jocelyne POBEL**

### **ABSENT :**

Monsieur **Louis GARNIER**

En conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, Madame **Laurence BOCIANOWSKI** et Madame **Nathalie OUVARD** ont été désignées pour remplir les fonctions de Secrétaires de l'Assemblée.

**OBJET : Approbation de la révision du Règlement Local de Publicité (RLP)**

*Rapporteur : Michel GIRAUDY*

*Affaire suivie par : Claire MAUDUIT-FROMAGET*

Monsieur **Michel GIRAUDY**, Maire, rappelle les délibérations et étapes concernant la procédure de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) :

- Prescription de la révision du règlement local de publicité par délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2014 (délibération n° 9.1);
- Diagnostic et bilan du règlement local de publicité de 1999 ;
- Elaboration puis débat en conseil municipal sur les orientations et les objectifs du règlement local de publicité (délibération n° 9.2 en date du 15 février 2016) ;
- Elaboration des pièces règlementaires (zonage, règlement, etc..) ;
- Concertation avec les personnes publiques associées ou consultées ;
- Concertation publique.

Il rappelle qu'à la suite de ces étapes, le projet a été arrêté par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 (délibération n° 9.1). Ce même jour, le bilan de la concertation avait été tiré.

Après son arrêt, le projet de règlement local de publicité a été soumis aux consultations obligatoires de l'Etat et autres personnes publiques associées ou consultées pour avis.

Le projet de règlement local de publicité a été soumis à l'avis de la CDNPS (commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation «publicité») en séances du 22 juin 2016 et 23 septembre 2016. A ces occasions, la CDNPS a émis un avis favorable à l'unanimité.

Le projet de règlement local de publicité a été soumis à enquête publique organisée par arrêté municipal n° 2016/281 du 07/07/2016 et qui s'est déroulée du 22 août 2016 au 23 septembre 2016.

Les avis des personnes publiques associées et/ou consultées ont été joints à l'enquête publique. Il s'agit des avis suivants :

## TABLEAU RÉCAPITULATIF

Personnes publiques associées	Dates réception (signature) observations	Observations non reçues au 19/08/2016
Monsieur le Préfet de la Savoie	19/08/2016 (19/08/2016)	
Monsieur le Président du Conseil Régional Auvergne - Rhône Alpes	17/08/2016 (17/08/2016)	
Monsieur le Président du Conseil Départemental de Savoie	11/07/2016 (08/07/2016)	
Monsieur le Président de l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise (APTV) (compétente en matière de SCoT)	01/08/2016 (28/07/2016)	
Monsieur le Président du Parc National de la Vanoise	31/05/2016 (30/05/2016)	
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Savoie (CCI)	23/08/2016 (10/08/2016)	X
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Savoie (CMA)	18/08/2016 (18/08/2016)	
Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc	08/06/2016 (01/06/2016)	
Monsieur le Président de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CNDPS)	18/08/2016 (non signé)	
Personnes publiques consultées	Dates réception (signature) observations	Observations non reçues au 19/08/2016
Monsieur le Président de la Maison de l'Intercommunalité de Haute- Tarentaise (MIHT)		X
Monsieur le Président de l'Union de la Publicité Extérieure		X

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ont été émis en date du 9 octobre 2016.

Le Commissaire enquêteur émet **un avis favorable sans réserve** au projet de Règlement Local de Publicité révisé de la commune de Bourg Saint Maurice, assorti des **recommandations** exposées ci - dessous, telles que présentées au groupe de travail RLP et à la commission d'urbanisme 15 décembre 2016 :

- UNE RESERVE :
  - Réserve de l'Etat (service DDT) :

« Il vous a été précisé dans le porter à connaissance, qui vous a été adressé le 14 janvier 2016 que les zones de publicité restreintes doivent se situer à l'intérieur des secteurs agglomérés (délimitées par arrêté d'agglomération), aussi la délimitation et la vérification des limites d'agglomération du territoire constitue un préalable. L'article L 581-7 du code de l'environnement précise: «*En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite... !!*»

De plus, l'article R 581-78 du code de l'environnement, indique que les limites d'agglomération fixées par le Maire en application de l'article R 411-2 du code de la route doivent être représentées sur un document graphique annexé au RLP ainsi que les arrêtés municipaux fixant lesdites limites.

D'une part, les zonages réglementaires du RLP pour l'agglomération du chef-lieu de Bourg Saint Maurice Z1, Z2 et Z3 devraient être cohérents avec les arrêtés d'agglomération. Or, il semble qu'il existe des secteurs, où la publicité est admise alors que les arrêtés d'agglomération les situent hors agglomération, notamment pour le zonage « Z3 » correspondant à la zone d'activité des Colombières pour laquelle il n'y a pas d'arrêté d'agglomération, mais aussi sur la cohérence de la délimitation des différentes zones fixées par le RLP avec les entrées et sorties d'agglomération des arrêtés d'agglomération.

D'autre part, je constate que le document graphique annexé au RLP délimite une zone réglementée pour chacune des stations associée à un zonage spécifique « zone 4 » pour Arc 1600, Arc 1800, Arc 1950, Arc 2000, cependant les arrêtés d'agglomération ne figurent pas dans les annexes du RLP. En conséquence, je vous demande de compléter les annexes par les arrêtés d'agglomération de ces secteurs, et leur représentation graphique et de vérifier que la délimitation des secteurs réglementés « zone 4 » par le règlement du RLP soit cohérente avec ces arrêtés.

Pour éviter tout contentieux, il conviendra de vérifier que les différents zonages réglementaires du RLP délimitent des zones « en agglomération » et ne débordent pas des limites d'agglomération fixées par arrêté du Maire. »

*Suite à une analyse juridique de la situation, de nombreux échanges avec la DDT, notamment la réunion du 14 novembre 2016, les arrêtés d'agglomération ont été repris ou créés afin de couvrir le territoire et de répondre à la réserve de l'Etat.*

*Le zonage du RLP a ensuite été adapté aux nouveaux périmètres des agglomérations.*

- LES REMARQUES :

- Remarques n° 1 de l'Etat (service DDT):

« Le règlement du RLP doit être cohérent avec le règlement du plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 13 mars 2014. Après vérification, il apparaît que le PLU édicte dans le périmètre de protection modifié (PPM) autour de la maison des Têtes, des prescriptions architecturales particulières pour les devantures commerciales dans son article UAc 11. Mais, le règlement du RLP ne prend pas suffisamment en compte les fiches techniques du SDAP « service départemental d'architecture et du patrimoine » de la Savoie auxquelles il faut se référer, dans le périmètre PPM de la maison des Têtes.

Dans un objectif de respect du patrimoine et du cadre de vie, pour améliorer cette prise en compte, il conviendrait de compléter l'article 2.2 « Dispositions particulières », par les prescriptions suivantes :

Le paragraphe 2.2.1.1 pourrait être complété par :

L'enseigne de type « bandeau », dans le PPM de la Maison des Têtes, admise sous conditions :

Dans le PPM de la Maison des Têtes, elle sera apposée parallèlement au mur de façade sans aucune inclinaison et sera constituée de lettres découpées fixées directement sur le support (maçonnerie ou devanture).

Dans tous les cas, ses dimensions sont au maximum : une hauteur de 40 cm sans dépasser les 2/3 de la hauteur du bandeau. L'éclairage se fera par lumière indirecte.

Dans ce périmètre du PPM de la Maison des Têtes sont interdits :

Les boîtiers lumineux monoblocs, les tubes néons, les spots, les projecteurs, les rampes d'éclairage, les éclairages de couleurs ou intermittents (clignotant, défilant, etc...) et les lettres en tubes fluorescent, Les enseignes caisson.

Le paragraphe 2.2.1.2 pourrait être complété par :

L'enseigne drapeau dans le périmètre du PPM de la Maison des Têtes est admise sous conditions : L'enseigne fixée au mur perpendiculairement à la façade sera placée dans l'alignement de l'enseigne bandeau sans empiéter sur les étages supérieurs. Elle ne devra pas excéder 60cm x 60cm ou 80cm x 80cm maximum et ne devra pas dépasser de plus de 90 cm maximum de la façade.

Hormis pour les enseignes de pharmacie et services d'urgence, les enseignes drapeau ne seront pas lumineuses.

Le paragraphe 2.2.4 pourrait être complété par :

Les stores bannes dans le périmètre du PPM de la Maison des Têtes sont admis sous conditions :

Aucune publicité n'est admise sur le store. Seule sera apposée l'enseigne du commerce sur le lambrequin.

L'emprise devra se limiter à la largeur de la vitrine commerciale hors porte d'entrée.

- Les couleurs seront unies et s'harmoniseront avec celles de la façade et de la devanture.
- Les tombants ou lambrequins auront une hauteur maximum de 20 cm.
- Les formes droites seront à privilégier.
- Dans le périmètre du **PPM** de la Maison des Têtes, les stores «corbeilles » sont interdits.

Il pourrait également être pertinent de s'inspirer de ces prescriptions pour l'ensemble du territoire communal. »

*La proposition de l'Etat a été intégrée dans le règlement du RLP ainsi que le périmètre de protection modifié (PPM) autour de la maison des Têtes, la fiche technique du SDAP et les prescriptions du PLU.*

- Remarques n° 2 de l'Etat (service DDT):

« Les arrêtés d'agglomération figurant dans les annexes du RLP définissant les limites d'agglomération du chef-lieu de Bourg-Saint-Maurice, de Vulmix et des Plans ne reflètent pas la réalité physique de l'agglomération et ne répondent pas à la définition de l'article R110-2 du Code de la route qui donne la définition juridique en l'agglomération:

*« l'agglomération est un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés, et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ».*

En effet les panneaux sont positionnés le long des axes où il n'est pas possible de caractériser les espaces les bordant comme « des espaces sur lesquels sont groupés des immeubles bâtis rapprochés ». Pour éviter tout contentieux en matière de publicité, une réflexion sur les limites d'agglomération de ces secteurs pourrait être engagée, afin qu'elles reflètent au plus près la limite du bâti existant le long de chaque voie ouverte à la circulation publique dans le respect des autres enjeux associés à cette délimitation dont la sécurité routière. »

*Remarque pris en compte dans le cadre de la réserve de l'Etat (cf-ci-dessus).*

- Remarques matérielle de l'APTV :

« La page 5 du règlement indique le plan de zonage en annexe 1 alors qu'il s'agit de l'annexe 2 »

*Correction apportée*

« Intégrer un plan de zonage sur tout le territoire communal »

*La commune est trop grande carte illisible*

- Remarques de la CCI :

« Mise en place d'un accompagnement des chefs d'entreprises »

*Un guide pratique sera édité en 2017, dispositif d'accompagnement financier opérationnel.*

« Mise en place de panneaux d'information sur les activités économique »

*La commune a mis en place une Signalétique d'Intérêt Local (SIL)*

- Remarques de la CMA :

« La commune va-t-elle mettre en place une taxation des enseignes et panneaux publicitaires ? »

*La municipalité n'envisage pas de mettre cette taxe en place.*

- Remarques des citoyens :

Les citoyens sont favorables à la révision du RLP et demandent une application rapide.

« Prendre en compte les règlements des copropriétés notamment aux Arcs »

*C'est au règlement des copropriétés de s'adapter au RLP, ils peuvent être plus restrictifs*

« Emplacements pour l'affichage associatif »

*Des panneaux sont installés en ville à cet effet.*

« Tenir en compte du fait que les espaces ont été pensés par les concepteurs de la station Arc 2000 pour recevoir des dispositifs publicitaires, et estime qu'il convient de rester dans l'esprit de la conception de la station en zone 4 et dans l'esprit architectural. »

*Remarque prise en compte dans le RLP, problématique similaire sur d'autres sites*

« Les chevalets autorisés sont trop petits »

*Pas de modification du RLP sur ce point*

« Une enseigne suspendue par galerie sous balcon est trop restrictif (article 2.2.1.4) »

*Remarque prise en compte dans le RLP (article 2.2.1.1)».*

*Une seconde enseigne est autorisée pour les établissements situés sous balcon ou sous une coursive ou sous arcade.*

« Les installations dans la limite du rez-de-chaussée (article 2.2.1.2) est impossible puisque le concepteur a prévu des surfaces d'installation plus hautes »

*Remarque prise en compte dans le RLP.*

*Les enseignes à plat doivent être installées dans la limite du rez-de-chaussée de l'immeuble (ou sommet de l'acrotère).*

« Une seule enseigne n'est pas suffisante pour les commerces qui ont un grand linéaire »

*Remarque prise en compte dans le RLP(article 2.2.1.1)».*

*Dans toutes les zones, les enseignes à plat sur un mur sont autorisées dans la limite d'une enseigne par établissement, par éléments de façades et par voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière de cet établissement.*

*Une seconde enseigne est autorisée pour les établissements situés sous balcon ou sous une coursive ou sous arcade (article 2.2.1.1).*

De manière générale, les personnes publiques associées, les citoyens et le commissaire enquêteur émettent un avis très positif sur le dossier et souhaitent une application rapide.

**A l'issue de ces étapes, il est proposé au conseil municipal d'approuver le REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ révisé, modifié de façon mineure pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur.**

En effet, l'article L123-I0 du code de l'urbanisme énonce qu'après l'enquête publique, le règlement local de publicité, «éventuellement modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, est approuvé par délibération du conseil municipal ».

Le règlement local de publicité révisé présenté ce jour pour approbation a ainsi fait l'objet de modifications mineures qui portent notamment sur :

- Des changements dans le règlement;
- Des corrections dans le plan de délimitation des zones (annexes)
- Des corrections ou ajouts sur les arrêtés d'agglomération (annexes)
- Diverses corrections, rectifications ou améliorations mineures dans les différentes pièces.

Les documents adressés en amont de la séance constituent le règlement local de publicité révisé prêt à être approuvé :

#### DOSSIER DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

- 1.Rapport de présentation
- 2.Règlement écrit
- 3.Annexes
  - 1) Les arrêtés d'agglomération
  - 2) Le zonage
  - 3) PPM maison des têtes
  - 4) Définitions

#### DELIBERATION

Le Conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité :

VU la LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU le Décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la route,

VU le code de l'urbanisme,

VU la délibération n° 9.1 du 3 juillet 2014 prescrivant la révision du règlement local de publicité et définissant les modalités de concertation liées à cette procédure,

VU la réunion du 25 février 2016 avec les personnes publiques associées,

VU le débat sur les orientations et les objectifs du projet de règlement local de publicité qui s'est déroulé en séance du conseil municipal le 15 février 2016 (délibération n° 9.2),

VU la délibération n° 9.1 du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 tirant le bilan de la concertation préalable et arrêtant le projet de règlement local de publicité,

VU l'avis favorable à l'unanimité de la CDNPS (commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation «publicité») en séances du 22 juin 2016 et 23 septembre 2016,

VU les avis émis par les personnes publiques et/ou consultées jointes au dossier d'enquête publique

**Considérant** l'enquête publique organisée par arrêté municipal n° 2016/281 du 07/07/2016 et qui s'est déroulée du 22 août 2016 au 23 septembre 2016,

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur en date du 9 octobre 2016 émettant un avis favorable sans réserves au projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Bourg-Saint-Maurice, assorti **de recommandations**,

**Considérant** les objectifs poursuivis par la Commune dans le cadre de la révision du règlement local de publicité rappelés dans la délibération n° 9.1 du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 tirant le bilan de la concertation préalable et arrêtant le projet de règlement local de publicité,

**Considérant** les modifications mineures apportées au règlement local de publicité entre l'enquête publique et l'approbation pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur,

VU l'avis favorable du groupe de travail RLP et de la commission d'urbanisme du 15 décembre 2016,

VU l'ensemble des pièces constitutives ainsi modifiées du dossier de révision du Règlement Local de Publicité joint à la présente,

- **ADOpte** l'exposé qui précède,
- **APPROUVE** les modifications liées à la prise en compte des avis des personnes publiques associées ou consultés et du report et des conclusions du commissaire enquêteur lesdites modifications;
- **APPROUVE** le règlement local de publicité révisé de Bourg Saint Maurice, tel que formalisé dans le dossier annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que conformément au code de l'urbanisme :
  - La présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie ;
  - Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
  - La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs conformément au code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que le règlement local de publicité est mis à disposition sur le site internet de la commune en vertu du code de l'environnement.
- **DIT** que le règlement local de publicité approuvé sera annexé au plan local d'urbanisme tel qu'il est prévu code de l'environnement.
- **PRECISE QUE :**
  - Chacune des formalités de publicité ci-dessus mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté par le public.

- La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités d'affichage et de mention dans la presse, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de règlement local de publicité révisé sera transmise au représentant de l'Etat.
- **DIT** que le règlement local de publicité révisé approuvé sera consultable au service urbanisme de la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes de sa compétence utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Ainsi fait et délibéré, et rendu exécutoire  
conformément aux articles L 2131 – 1 et 2 du Code  
Général des Collectivités Territoriales**

**Le Maire,  
Michel GIRAUDY**

